

Conférence de presse - Jeudi 5 Février 2015

[Voir le document sur le site]

5e conférence de presse du président François Hollande

Elysée - Jeudi 5 février 2015

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames, Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs les journalistes,

Nous nous retrouvons un mois après des événements qui ont profondément marqué la France et qui sont désormais inscrits dans notre mémoire nationale. La France a été attaquée dans ce qu'elle avait de plus sacré : la liberté d'expression, la République et l'égalité humaine. La France a su réagir avec dignité et fierté. Là où les terroristes voulaient la mettre à genoux, elle a fait face. Là où les fanatiques voulaient semer la peur, elle a fait masse. Là où les extrémistes voulaient la diviser, elle a fait bloc. Les rassemblements citoyens qui se sont multipliés dans ces jours terribles ont impressionné le monde qui a exprimé à la France sa solidarité.

L'esprit du mois de janvier 2015, c'est l'unité de la République. Cette exigence et ce message n'effacent pas les différences, les sensibilités, les clivages mais les dépassent dans une force qui va à l'essentiel : assurer la cohésion du pays pour le faire avancer, pour le faire réussir. Cet esprit-là,



je dois le prolonger avec le gouvernement car il élève nos responsabilités pour que la République soit plus forte et soit plus juste.

La première des responsabilités, c'est d'être à la hauteur de la menace. Elle n'a pas disparu. Elle a ressurgi encore ces dernières heures, à Nice, avec l'agression de trois soldats parce qu'ils portaient un uniforme, celui de la France, et parce qu'ils protégeaient un centre culturel juif. L'Etat doit donc agir avec la plus grande fermeté dans le respect du droit. C'est pourquoi de nouvelles mesures ont été prises très vite, des moyens ont été dégagés pour la Police, pour la Justice, pour le Renseignement. La vigilance est portée à son niveau maximal.

Une loi sur le Renseignement est en train d'être préparée. Elle sera présentée en mars et sera votée avant l'été. Des mesures seront prises, aussi bien à l'échelle nationale qu'à l'échelle européenne, pour surveiller les déplacements. Je l'affirme ici, au-delà des dispositifs et des mesures, la République sera intraitable, implacable, à l'échelle nationale. Elle sera aussi irréprochable pour les libertés et pour le droit.

Notre responsabilité, c'est aussi de faire vivre la cohésion nationale. Tout commence par la laïcité. La laïcité n'est pas une formule utilisée dans certaines circonstances. La laïcité n'est pas un principe qui devrait subir des accommodements. La laïcité n'est pas négociable car elle nous permet de vivre ensemble. La laïcité doit être comprise pour ce qu'elle est, c'est-à-dire la liberté de conscience et donc la liberté des religions. La laïcité, c'est des valeurs et des règles de droit qui consistent à protéger ce qui nous est commun mais aussi ce qui nous est singulier. La laïcité, c'est une garantie pour la France contre les intolérances qui viendraient de l'intérieur et contre les influences qui viendraient de l'extérieur.



La laïcité doit se transmettre. Elle doit donc s'apprendre. Ce sera fait dans l'école tout au long de la scolarité obligatoire. La laïcité, c'est la séparation de l'Etat et des cultes ; ce n'est pas leur ignorance . Ainsi, le dialogue avec les cultes fait-il partie des devoirs de la République et notamment le dialogue avec le culte musulman. J'ai donc demandé, avec le Premier ministre, au ministre de l'Intérieur de poursuivre avec le Conseil français du culte musulman le travail engagé pour la sécurité des mosquées, pour la formation des imams et des aumôniers et pour la lutte contre la radicalisation.

Notre responsabilité, c'est de promouvoir l'école de la République. Elle ne protège pas les enfants de tous les maux qui peuvent frapper la société. Mais l'école, c'est la meilleure arme pour la reconquête. J'en ai d'ailleurs fait la priorité de mon quinquennat. Une nouvelle étape sera franchie dans la refondation.

J'en donne les grandes lignes : maîtrise du français dès la maternelle parce que le français, c'est essentiel pour vivre en France, pour participer à la réussite de la France. De nouveaux moyens seront donnés à la lutte contre le décrochage scolaire. La formation des enseignants sera renforcée et améliorée, pour les préparer à leur métier. Je veux ici saluer leur engagement. Les lycées professionnels seront revalorisés et le parcours de ces jeunes sera accompagné jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'acquisition du métier. Enfin, le numérique sera enseigné de l'élémentaire jusqu'à la Terminale, avec des diplômes correspondants. Un plan sera présenté très prochainement , une large concertation a été ouverte, les décisions seront prises au mois de mai.

Notre responsabilité, la mienne, celle du gouvernement, c'est l'égalité entre les territoires. Là aussi, malgré tous les efforts engagés, et ils ont été importants depuis trente ans, il y a encore trop



d'échecs : concentration des populations et des pauvres dans les mêmes lieux, inégalités massives, chômage trop élevé, discriminations insupportables. Le gouvernement réunira un comité interministériel au mois de mars.

Je lui assigne trois objectifs : le peuplement, c'est-à-dire la mixité sociale, la répartition de la population pour que les logements sociaux soient créés là où ils sont nécessaires mais pas seulement là où ils sont déjà présents ; l'accompagnement pour que le tissu social soit renforcé en nous appuyant sur les associations, sur la démocratie ; enfin, le développement avec la création d'une Agence nationale pour le développement économique sur les territoires. Comme il existe ce qu'on appelle l'ANRU, l'Agence pour la rénovation urbaine, il y aura une Agence pour le développement économique à l'échelle nationale.

Notre responsabilité, c'est l'engagement civique. Les Français l'ont montré, ils ont un amour intact pour la République, une envie profonde d'être utiles et de servir le bien commun. Je propose donc un nouveau contrat civique avec : la mise en place d'un service universel pour les jeunes ; la création d'une réserve citoyenne pour tous les Français, pour tous ceux qui veulent participer à l'élan collectif et donner le meilleur d'eux-mêmes ; et le renforcement de la démocratie participative. Cette unité de la République, si nécessaire pour vivre ensemble, donne aussi à la France, non seulement les moyens de se dépasser à l'intérieur de ses frontières, mais aussi de tenir son rang à l'extérieur. Je ne sépare pas d'ailleurs les enjeux. Il n'y a pas un pays faible qui peut être une nation forte sur la scène internationale.

Le premier défi que la France a à affronter, c'est la lutte contre le terrorisme. Je n'ai pas attendu les événements du mois de janvier pour agir. Dès 2013, dès le 11 janvier 2013, j'avais pris la décision



de faire intervenir nos forces au Mali, puis ensuite de protéger la zone du Sahel. De la même manière, ces derniers mois, même si j'aurais préféré que cela aille plus vite, nous sommes aux côtés de ceux qui luttent pour la liberté au nord de la Syrie et nous participons à la coalition internationale en Irak. Nous continuerons à le faire quelles que soient les menaces qui nous sont adressées, parce qu'il s'agit là de valeurs universelles et aussi de notre propre sécurité.

Mais la paix est également menacée aux frontières de l'Europe, en Ukraine. Oui, en Ukraine, c'est la guerre. Des armes lourdes sont utilisées, des civils tous les jours sont tués. Depuis le 6 juin 2014, la France est à l'initiative avec l'Allemagne. Avec Angela MERKEL, nous avons beaucoup travaillé ces derniers mois, multiplié les appels, parlé avec les uns et avec les autres. Nous avons pu faire accomplir des progrès ; ils n'ont pas résisté aux tenants de l'épreuve de force. Des sanctions ont été prononcées, nombreuses ; elles ont eu leur effet, mais elles n'ont pas fait cesser les hostilités.

Alors, avec Angela MERKEL, j'ai décidé de prendre une nouvelle initiative. Nous partirons à Kiev dès cet après-midi. Nous ferons une nouvelle proposition de règlement sur le conflit lui-même. Il sera fondé sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine et nous irons la discuter avec le Président POROCHENKO aujourd'hui et, vendredi à Moscou, avec le Président russe. Car le temps presse. Il ne sera pas dit que la France et l'Allemagne, ensemble, n'aient pas tout tenté, tout entrepris, pour préserver la paix.

La France doit toujours être à l'initiative. C'est ce qui a justifié aussi qu'elle organise la Conférence sur le climat. Là, ce n'est plus de la paix dont il s'agit, c'est de l'avenir même de la planète. Là encore, le temps presse. La Conférence est à la fin de l'année. Les contributions des Etats doivent être connues avant l'été. Nous avons le devoir de réussir. La France sera exemplaire. Elle l'a



d'ailleurs démontré en présentant une feuille de route qui tient compte des conclusions de la Conférence environnementale et de la loi sur la transition énergétique.

La France doit être aussi à l'initiative en Europe, car l'unité de la République et l'Union européenne sont liées. Ceux qui veulent détruire l'une veulent défaire l'autre. Nous ne laisserons donc pas faire. La priorité à la croissance - que j'ai rappelée suffisamment depuis deux ans - s'est finalement imposée sans remettre en cause le redressement nécessaire des comptes publics.

La Grèce est un défi. Le défi n'est pas nouveau, la situation est connue depuis quatre ans. L'austérité qui lui a été imposée a suscité un rejet du peuple grec, mais pas un rejet de l'euro, pas un rejet de l'Europe. Le rôle de la France, c'est de trouver une solution, de contribuer à un accord, dans le respect : respect du vote des Grecs, mais respect aussi des règles européennes et des engagements. C'est sur ces bases-là que je travaille, avec nos partenaires européens.

Je veux terminer sur une notion simple, qui nous engage également pour l'action de l'Etat. La France ne peut préserver son unité, tenir son rang, agir en Europe, que si elle est forte économiquement. Nous devons donc faire preuve d'audace, de volonté et d'initiative.

Le pacte de responsabilité est en application depuis le 1er janvier. Le projet de loi présenté par le ministre de l'Economie est en discussion au Parlement. Nous devons aller plus loin encore, avec des réformes qui devront concerner l'emploi des jeunes et l'insertion des chômeurs de longue durée , améliorer les performances de nos entreprises, faciliter le financement de notre économie.

Pour y parvenir, nous avons besoin d'un dialogue social rénové. Je crois au dialogue social, il peut



réussir. Il y a eu de grands accords qui ont été signés depuis deux ans et demi. Il peut parfois échouer, c'est le principe même du dialogue. Quand les discussions n'aboutissent pas, c'est à l'Etat de reprendre la main. Il va le faire. Le texte sur le dialogue social sera préparé, en concertation avec les partenaires sociaux. Le Premier ministre les réunira prochainement et un projet de loi sera présenté au Parlement.

Mesdames et Messieurs,

La République pour laquelle nous nous sommes rassemblés, c'est une République qui innove, qui produit, qui crée de la richesse et la répartit justement. Notre richesse principale, elle est dans le peuple français. Il nous l'a montré. Il revient donc à ceux qui exercent les plus hautes autorités de l'Etat, de donner à ce peuple français si remarquable, toutes les conditions, toutes les chances, tous les atouts, pour qu'il réussisse.

Je suis prêt à répondre à vos questions.

